

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Valeurs-verites-et-echec-global-des-Etats-Unis>

# Valeurs, vérités et échec global des États-Unis

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : vendredi 23 juin 2023

## **Description :**

Valeurs, vérités et échec global des États-Unis. Deux mots - démocratie et autocratie - connaissent une nouvelle naissance en Occident. Les implications sont profondes. Les États-Unis ayant adopté l'idée d'une suite à la guerre froide (...) Michael Brenner

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Deux mots - démocratie et autocratie - connaissent une nouvelle naissance en Occident. Les implications sont profondes. Les États-Unis ayant adopté l'idée d'une suite à la guerre froide.**

**Par Michael Brenner**

La rhétorique politique s'articule autour de mots ou de phrases clés qui trouvent un écho auprès d'un public et qui sont évocateurs d'images et de symboles profondément ancrés. Parmi les Usaméricains, les mots les plus puissants sont « démocratie » et « liberté ». Ils sont utilisés à profusion dans toutes les communications publiques, qu'elles soient orales ou écrites. Ils sont utilisés de manière interchangeable. Car, dans notre esprit, ils représentent l'expérience américaine telle qu'elle a été assimilée au cours d'une vie. La légendaire expérience étasunienne.

*Démocratie et autocratie* - ces deux mots, rebattus pour les plus blasés, ont connu une nouvelle naissance alors que les États-Unis embrassent l'idée d'une suite à la guerre froide. Objectivement, il s'agit bien sûr d'un code pour la lutte pour la primauté mondiale entre l'hégémon régnant (les États-Unis) et le formidable défi représenté par la Chine et/ou la Russie. Cette réalité est exprimée par l'ajout de l'expression « *sécurité nationale* ». Ensemble, ils forment un triangle de fer doctrinal qui cristallise les sentiments à l'intérieur du pays. Dans le reste du monde, l'expression « ordre international fondé sur des règles » remplace celle de « sécurité nationale ». Ce cri de ralliement tombe à plat lorsque le fer se transforme en caoutchouc à l'étranger.

L'objectif principal est de tracer une ligne de démarcation nette entre « nous » et « eux ». Le premier englobe les démocraties libérales et les alliés de la zone de l'Atlantique Nord, qui s'étend au sens figuré aux pays de l'ANZUS, au Japon et à la Corée du Sud - l'ensemble constituant l'Occident collectif. Le « ils » est composé de la Chine - surtout ..., de la Russie, de l'Iran, de la Corée du Nord et de tous ceux qui manifestent des affinités avec ces pays ou qui s'opposent aux projets et aux politiques de l'Occident. Ils sont considérés comme les « chiens courants » des puissances menaçantes : le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Syrie, entre autres.

## La zone fluide des non-engagés

Il y a ensuite cette zone grise, fluide et indistincte, occupée par les neutres et les non-engagés. Les plus importants de ces « indépendants » sur le plan stratégique sont la Turquie, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Pakistan. L'objectif de l'administration Biden a été de mobiliser le plus grand soutien possible parmi ces États sur les questions des droits de base, du commerce de l'énergie, de la finance, des embargos commerciaux et des boycotts.

Avant que la crise ukrainienne ne devienne aiguë en février de l'année dernière, la cible principale était la Chine. L'accent était mis sur l'endiguement de l'expansion de l'influence mondiale de la Chine, en insistant sur l'argument selon lequel un tel développement constitue une menace multiforme pour les intérêts nationaux des autres États et pour la stabilité mondiale en général.

Cette formulation stratégique abstraite s'est précisée avec le début de la confrontation avec la Russie au sujet de l'Ukraine. Washington avait provoqué le conflit dans l'espoir d'infliger une défaite politique et économique mortelle à la Russie de Poutine - en l'éliminant en tant que facteur majeur dans le grand équilibre des forces entre « nous » et « eux ».

Ils ont agi rapidement et de manière décisive pour tracer une « ligne de sang » irréversible entre la Russie et les pays européens de l'OTAN/UE. Les gouvernements déférents du continent - de Londres à Varsovie en passant par Tallin - se sont ralliés à cette ligne avec enthousiasme. Cette démonstration instinctive de solidarité est conforme à la dynamique psychologique de la relation dominant/subordonné qui a déterminé le lien euro-usaméricain au cours des 75 dernières années. Elle est si profondément enracinée qu'elle est devenue une seconde nature pour les élites politiques.

La destruction par Washington du gazoduc de la Baltique a démontré l'étendue des prérogatives accordées aux États-Unis pour agir au mépris de la souveraineté et des intérêts de l'Europe.

Cet épisode extraordinaire a ponctué l'engagement sans réserve des Européens à servir de satrape à les Etats-Unis d'Amérique dans sa campagne tous azimuts visant à empêcher la Chine et la Russie de contester son hégémonie.

S'assurer l'obéissance du bloc de puissance économique européen représente indéniablement un succès stratégique majeur pour les États-Unis. Il en va de même pour la coupure de l'accès de la Russie aux investissements en capital, à la technologie et aux marchés riches de l'Occident.

Mais ce sont les Européens qui paient le plus lourd tribut. En effet, ils ont hypothéqué leur avenir économique pour participer à la rupture mal pensée de tout lien avec une Russie désormais implacablement antagoniste, dont les abondantes ressources énergétiques et agricoles ont été un élément primordial de leur prospérité et de leur stabilité politique.

Aux yeux de l'observateur objectif, les gains de Washington en Europe ont été plus que compensés par l'échec absolu de son objectif premier, qui était d'affaiblir gravement la Russie. L'étonnante résistance économique de cette dernière (une surprise totale pour les planificateurs occidentaux mal informés) a laissé la Russie non seulement debout, mais dans une position plus saine - grâce à une série de réformes bénéfiques (surtout dans le système financier) qui augurent bien de l'avenir.

## Un nouveau réseau de relations mondiales

La guerre économique de l'Occident a conduit à l'accentuation et à l'accélération d'un programme russe de reconfiguration largement méconnu par les analystes de Washington, de Londres et de Bruxelles. Il en résulte une vulnérabilité nettement réduite aux pressions extérieures, telles que la campagne de sanctions infructueuse menée par les États-Unis, et la mise en place d'un nouveau réseau de relations économiques mondiales. En effet, les forces démontrées de la Russie dans la conception et la fabrication de matériel militaire, ainsi que ses abondantes ressources naturelles, signifient que sa contribution à la puissance sino-russe globale en fait un rival d'autant plus redoutable pour le bloc étasunien.

La structure binaire du système international qui se dessine est facilement acceptée par les élites et la population américaines. Une vision manichéenne du monde correspond parfaitement à l'image que le pays se fait de lui-même, celle d'un enfant du Destin destiné à conduire le monde vers la lumière de la liberté et de la démocratie.

Puisque les Etasuniens considèrent comme un article de foi que le pays a été imprégné de vertus politiques lors de sa fondation, tout parti qui s'oppose à eux se met en travers d'une téléologie incontestable. Il s'ensuit qu'une entité politique qui conteste la suprématie américaine n'est pas seulement une menace hostile pour la sécurité et le bien-être des États-Unis, mais que, par le fait même, elle est aussi moralement viciée. La droiture et le dénigrement

des ennemis se muent aisément en leur désignation comme le « mal » incarné.

Les implications sont profondes. Une relation conflictuelle est présumée, la coexistence est jugée contre nature et fragile, la diplomatie dévaluée et la négociation considérée comme un jeu de poker au lieu d'un échange de chevaux. Le succès se définit comme une victoire qui élimine l'ennemi.

Cette attitude a été renforcée par l'expérience du XXe siècle. La défaite des puissances centrales lors de la première guerre mondiale, l'écrasement de l'Allemagne et du Japon lors de la deuxième guerre mondiale, l'effondrement de l'Union Soviétique et l'évaporation du communisme international.

On oublie les jeux des puissances directes dans l'invasion du Mexique et la confiscation de ses territoires, la guerre hispano-américaine, les innombrables interventions et occupations en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Les croisades morales du siècle suivant ont facilité l'effacement de la mémoire de ces événements profanes et la préservation de la croyance en la vertu inhérente des États-Unis.

Cette continuité contribue à expliquer l'acceptation quasi unanime et non critique de l'assimilation précipitée de la Russie et de la Chine par Washington au moule des ennemis du passé. Ainsi, la Russie d'aujourd'hui est considérée comme l'avatar de l'Union soviétique, et la Chine comme un danger encore plus inquiétant que le Japon impérial. L'ignorance de réalités bien plus subtiles et complexes est cultivée apparemment comme une préférence automatique pour des stéréotypes qui correspondent commodément à l'identité américaine, à l'expérience subjective, aux conceptions philosophiques et à la mythologie nationale. En conséquence, nous agissons sur la base de caricatures grossières.

La Russie est dénoncée comme une tyrannie sous le règne impitoyable du dictateur Vladimir Poutine. En réalité, le président Poutine est à la tête d'une équipe dirigeante très bien perçue par la population, ses nombreux écrits et discours ne témoignent d'aucune ambition agressive et, malgré les contrôles politiques, les médias et les blogueurs russes populaires expriment une plus grande diversité d'opinions sur l'Ukraine qu'aux États-Unis ou ailleurs chez nos alliés européens. Bien plus qu'en Ukraine, où des contrôles draconiens ont été imposés.

La Chine, elle aussi, est dépeinte en des termes si déformés et si simplistes qu'ils en deviennent presque caricaturaux. La vision claire qu'ont les dirigeants de Pékin de leur place prépondérante en Asie - et au-delà - ne ressemble en rien à la sphère de coprosperité et à l'édification d'un empire du Japon. Cela devrait être évident pour quiconque connaît un tant soit peu l'histoire de la Chine ou réfléchit à ses activités actuelles.

Pourtant, le Washington officiel - et la quasi-totalité de notre communauté de politique étrangère - s'obstine à accuser la Chine de belligérance et d'hostilité à l'égard des États-Unis, alors même que les dirigeants politiques de Washington prennent des mesures agressives en bafouant l'engagement pris il y a un demi-siècle en faveur du principe d'une seule Chine et en promouvant l'indépendance de Taïwan.

Cette vision déformée a poussé le Pentagone à réclamer un renforcement massif de nos forces navales dans la région indo-pacifique, dans l'espoir que les grandes batailles navales de la Seconde Guerre mondiale se répètent, tandis que les jeux de guerre informatisés sont devenus une véritable passion. Le thème musical de « [Victory At Sea](#) » résonne-t-il en arrière-plan ?

L'extrémisme des efforts visant à dépeindre la Russie (et dans une moindre mesure la Chine) comme d'irréremédiables pécheurs qui se livrent à des actes criminels pouvant être qualifiés de crimes de guerre exprime l'impulsion américaine de juger les autres à juste titre. Ce moralisme irréfléchi est enraciné dans la dimension théologique de leur sentiment particulier d'« exceptionnalisme ».

Il sert également un objectif politique stratégique en aidant à mobiliser le soutien en faveur d'un « nous contre eux », un jeu à somme nulle. Une caractéristique frappante de la situation actuelle en Ukraine et en Russie est qu'un observateur objectif doit s'efforcer de trouver une raison impérieuse de s'enfermer dans une position aussi rigide. Les esprits de Washington, imprégnés du dogme néoconservateur et inquiets de la pérennité de l'hégémonie mondiale des États-Unis, manquent d'objectivité et de clairvoyance.

L'impulsion de stigmatiser l'ennemi va de pair avec l'impulsion d'embellir les références démocratiques des partis soutenus par Washington.

L'Ukraine est constamment présentée comme portant la bannière des valeurs politiques éclairées. Le président Volodymyr M. Zelensky est salué comme son porteur et honoré dans les salles sacrées du Congrès et ailleurs.

Pourtant, la réalité est tout autre. L'Ukraine est un État autoritaire, tristement célèbre pour sa corruption. Tous les partis autres que ceux qui soutiennent le gouvernement actuel sont interdits ; les médias sont totalement contrôlés et ne sont autorisés qu'à diffuser de la propagande ; les bureaux de tous les groupes civiques sont fermés et, surtout, les forces néo-nazies et les forces intra-nationalistes similaires exercent une influence disproportionnée sur les services de sécurité et les couloirs du pouvoir officiel. Certains arborent hardiment des insignes nazis sur leurs uniformes et des statues sont érigées à la mémoire de Josef Bandera, l'allié de guerre des SS qui a dirigé les assassinats massifs d'opposants nazis.

Le pouvoir de l'imagerie rhétorique est tel, et le besoin de justification moralisatrice d'un stratagème politique de grande envergure est si fort, que cette réalité flagrante est collectivement sublimée.

Lorsque nous déplaçons notre attention de la dimension bipolaire du système mondial émergent vers l'arène plus large qui comprend d'autres États, l'approche américaine fondée sur les valeurs pour désigner les amis et les ennemis perd de sa pertinence. En fait, elle devient un véritable handicap.

En effet, ces pays n'acceptent ni la prétention autoproclamée des États-Unis à être l'objet de toutes les convoitises politiques - dans leur pays et à l'étranger - ni la diabolisation de pays avec lesquels ils ont entretenu des relations productives et pacifiques. Ils ne fondent pas leurs décisions stratégiques sur ce que Pékin fait ou ne fait pas aux Ouïgours du Xinjiang.

Même le secrétaire d'État US Antony Blinken reconnaît ce fait fondamental de la vie internationale. Washington est donc contraint de lancer ses appels à l'allégeance en termes très pratiques et conventionnels. S'il se contente d'évoquer la lutte « historique » entre la « démocratie » et la tyrannie, cette formulation facile ne fait guère d'effet à Ankara, Delhi, Brasilia, Riyad ou dans d'autres capitales.

Certaines d'entre elles sont tout sauf des bastions de liberté (Arabie Saoudite). D'autres sont dirigées par des personnes qui ont subi les effets pernicioeux du soutien américain à des opposants antidémocratiques (le président brésilien Lula da Silva, qui a été emprisonné par la cabale autocratique de Bolsonaro favorisée par Washington), qui entretiennent des relations étroites avec Moscou ou Pékin sur des questions d'une importance nationale capitale (le président Recep Erdogan en Turquie) ou qui, bien que constitutionnellement démocratiques, préfèrent appliquer le terme dans sa pureté la plus pure (l'Inde du Premier ministre Narendra Modi).

## Le cas de l'Inde, en particulier

L'Inde est un cas particulièrement instructif. Les stratèges américains qui préparaient leur riposte à la montée en puissance de la Chine pensaient pouvoir engager l'Inde dans une Entente cordiale englobant le Japon, la Corée du Sud, l'ANZUS et tous les autres pays de la région qu'ils pourraient convaincre ou contraindre à se joindre à eux.

Cet espoir a toujours été vain, du moins pour les analystes moins obsédés par la bête noire qu'est la Chine. Bien que les relations entre Delhi et Pékin aient été froides depuis la guerre de l'Himalaya en 1962, et bien que les élites indiennes aient éprouvé un sentiment de rivalité anxieuse avec une Chine en plein essor, les dirigeants indiens se sont engagés à gérer ce qui est devenu une relation plus complexe selon leurs propres termes et par leurs propres moyens.

L'Inde est un État civilisationnel (comme la Chine) qui nourrit de profonds sentiments de ressentiment à l'égard de la manière dont le Raj britannique, pendant 175 ans, l'a soumise, exploitée et a utilisé les ressources de l'Inde à ses propres fins stratégiques. L'Inde d'aujourd'hui, sûre d'elle, n'a pas l'intention de se permettre de servir de subalterne dans une campagne américaine périlleuse visant à maintenir sa domination dans la région asiatique.

En outre, en ce qui concerne la Russie, les deux pays ont historiquement entretenu des relations étroites et mutuellement bénéfiques, tant sur le plan économique que diplomatique. Il n'est donc pas surprenant que Delhi ait rejeté la demande de M. Biden de se joindre au projet d'isoler et de punir Moscou. Or, c'est exactement le contraire qui s'est produit.

L'Inde est aujourd'hui le deuxième acheteur de pétrole russe, dont une grande partie est raffinée et vendue sur le marché international avec un beau bénéfice. Une partie est destinée à des acheteurs d'Europe occidentale, dont le Royaume-Uni. Même les États-Unis achètent le pétrole russe de qualité supérieure dont ils ont besoin.

Ainsi, contrairement à la rhétorique habituelle des États-Unis et de leurs alliés selon laquelle la Russie a été isolée par la communauté mondiale, la vérité gênante est qu'à ce jour, aucun gouvernement en dehors de l'Occident collectif n'a adhéré au régime de sanctions mis en place par les États-Unis. Les affirmations incessantes selon lesquelles la Russie est un paria mondial que l'on évite et que l'on méprise sont manifestement erronées. Elles ne sont acceptables que dans la chambre d'écho déformée de l'administration et des médias occidentaux.

## Les États-Unis contraints de communiquer sur deux plans.

Les priorités géostratégiques et économiques distinctes de ces puissances « indépendantes » ont obligé les États-Unis à orienter leur approche et à adopter une rhétorique très différente de celle employée par l'Occident collectif dans son portrait de la Russie et de la Chine. En effet, ils doivent penser et communiquer sur deux plans. Cela s'avère être un défi de taille.

Ce n'est pas que les États-Unis soient étrangers au jeu traditionnel de la « realpolitik » et de l'intérêt national pur et dur. Après tout, c'est ce qu'ils ont fait dans le monde entier pendant les 40 années de la guerre froide. Elle n'est pas convaincante lorsqu'elle déploie grossièrement des arguments et des pressions sur des États « indépendants » pour qu'ils s'associent directement à une cause qui présente des risques et impose des coûts tangibles. En outre, la plupart des gens considèrent que la cause étasunienne repose sur des bases spécieuses, tant sur le plan éthique que sur le plan pratique.

L'inventaire US des instruments de persuasion ou de coercition reste impressionnant. Toutefois, la vulnérabilité des

autres parties est réduite par deux facteurs qui se renforcent mutuellement.

**Le premier** est la valeur de leurs propres actifs (qu'il s'agisse du pétrole, des marchés et de l'interdépendance commerciale dans une économie mondiale hautement intégrée, ou de l'influence régionale critique dans des zones sensibles - le Moyen-Orient).

**Le second** est constitué par les options ouvertes par le déplacement du centre de l'activité économique mondiale vers l'Asie et l'Euro-Asie. La Chine elle-même est, de loin, le principal centre manufacturier du monde. Le secteur manufacturier du pays est plus important que celui des États-Unis et de l'UE. La criticité de la Russie en tant que principale source d'énergie et de produits agricoles, mise en évidence par l'affaire de l'Ukraine, signifie que l'alignement sur les strictes exigences des États-Unis a un prix intolérablement élevé.

## Les leviers du contrôle monétaire

Washington peut appliquer librement des sanctions à l'encontre de tout pays qui ne respecte pas sa volonté, et c'est ce qu'il fait. Et, oui, il garde la mainmise sur les transactions financières par l'intermédiaire de SWIFT, qui joue le rôle de chambre de compensation monétaire internationale. Le rôle du dollar en tant que monnaie de transaction mondiale oblige les paiements et les réserves des autres pays à passer par les banques américaines, et les États-Unis contrôlent de facto les prêts du FMI.

Ces leviers d'influence sont utilisés de plus en plus fréquemment et de manière de plus en plus spectaculaire. Le cas le plus frappant est la saisie arbitraire par Washington de réserves russes de l'ordre de 300 milliards de dollars. On laisse maintenant entendre que les États-Unis pourraient prendre possession de ce trésor et le consacrer à la « reconstruction » de l'Ukraine.

Il y a eu des précédents concernant les actifs financiers de l'Iran, de l'Afghanistan et du Venezuela (ce dernier en collaboration avec la Banque d'Angleterre). Mais l'action unilatérale contre la Russie est d'une telle ampleur qu'elle suscite des inquiétudes quant à la possibilité pour les Américains d'abuser de leur rôle supposé de gardien monétaire pour prendre en otage les actifs de toute partie qui défie Washington.

Cette inquiétude a incité l'Arabie saoudite et d'autres pays à prendre des mesures draconiennes pour réduire leurs avoirs très importants dans les institutions financières américaines. La tendance à la dédollarisation qui en découle menace un pilier majeur de la position dominante des États-Unis dans le monde. Elle est encouragée par les plans déjà mis en oeuvre par la Chine pour créer un ensemble d'institutions monétaires mondiales alternatives.

Les développements dans la sphère monétaire révèlent une faille fondamentale dans le projet américain de faire du « respect des règles » l'une des « valeurs » clés permettant de classer définitivement les « bons » et les « mauvais » États. En effet, le vol des actifs monétaires d'un autre État viole toutes les règles, lois, normes et pratiques courantes dans les relations internationales. La crédibilité déjà mince de la formule proposée par Washington ne peut survivre à un unilatéralisme aussi flagrant et intéressé.

Après l'invasion illégale de l'Irak, qui a provoqué un carnage et s'est accompagnée d'une torture généralisée mandatée par la Maison Blanche, on peut se demander si les États-Unis ne feraient pas mieux de se contenter de revendiquer la raison d'État sans les fioritures moralisatrices. Tout le monde comprend les premières - même s'il n'est pas d'accord avec des actions spécifiques - et s'insurge contre les secondes.

## Valeurs, vérités et échec global des États-Unis

---

Une politique étrangère guidée par des dogmes, qui prend des [shibboleths](#) pour des idées, dont les ambitions audacieuses et grandioses défient la réalité, est vouée à l'échec. Deux questions restent donc en suspens :

- 1) l'ampleur des dommages - directs ou collatéraux - qu'elle causera sur la voie de l'échec ;
- 2) la question de savoir si la poursuite fanatique de l'inaccessible se terminera par un cataclysme.

**Michael Brenner\*** pour [Consortium News](#)

\***Michael Brenner** est professeur d'affaires internationales à l'Université de Pittsburgh.

Traduit de l'anglais par : [Arrêt sur info](#), le 17 mai 2023

[Consortium News](#). Usa, le 16 mai 2023.